

Pour Pépy, Nogué et consorts...

« Les revendications des cheminots sont hors-sujet ! »

La Direction SNCF a daigné nous recevoir ce matin, après 6 jours de grève pour tenter de nous convaincre que notre action était illisible, irresponsable et que les sujets d'entreprise n'étaient pas d'actualité.

En une phrase, la Direction nous explique :

« Laissez-nous casser l'entreprise publique et on s'occupe de vous après ! »

C'est d'ailleurs tout le sens du pacte d'irresponsabilité signé par l'UNSA, la CFDT et le gouvernement. Pour la direction, les cheminots, leurs revendications, ne les intéressent pas.

« Hors-sujet » l'emploi, les salaires, le mal-être au travail, notamment dans l'encadrement, les Facilités de Circulation, les Prestations Familiales, la mutualisation des moyens, la production, la future Convention Collective Nationale, la Visite d'Aptitude Sécurité, la sous-traitance, le Fret...

Incapable de défendre une réforme concoctée par Pépy et Cuvillier, la Direction a joué la provocation en radicalisant son discours et ses actes envers les cheminots grévistes.

Nous avons fait la démonstration que tout est lié et que le quotidien des cheminots, déjà largement dégradé, allait encore se détériorer en même temps que le service public marchandises et Voyageurs dû à la Nation.

Au-delà des chiffres de grévistes, leur malhonnêteté s'accroît envers les populations et les cheminots, cachant leur volonté de fermetures de lignes, de gares et l'abandon total du fret SNCF.

La Direction a véritablement un problème avec les chiffres, il n'y a qu'à observer de près notre décompte individuel salarial !

Même si cette Direction entend marcher avec des organisations syndicales uniquement à sa botte, elle n'ira pas loin tant la confiance des cheminots a disparu.

Il est donc primordial de remettre toutes les revendications portées par les cheminots au cœur du conflit :

- Une réelle réunification du système ferroviaire afin de mieux travailler ensemble avec de bonnes conditions sociales et de travail pour un meilleur service public voyageurs et marchandises, dans une entreprise unique : la SNCF ;
- Un traitement de la dette et du financement des travaux indispensables par des ressources nouvelles (contrairement à un accroissement de la productivité des cheminots comme annoncé dans le projet de loi) ;
- L'exigence d'aucune régression sociale pour les cheminots actifs et retraités et des garanties sur la pérennisation du statut (recrutements au statut, facilités de circulation, prestations familiales,...).

A la veille des discussions au Parlement de la loi portant sur la réforme du système ferroviaire, les fédérations Syndicales CGT et SUD-Rail appellent tous les cheminots de tous les collèges et tous les services à prendre leur avenir en main en faisant grandir le rapport de force.